



Au bureau ou à la maison, votre PC convertible s'adapte à vos besoins.

SPONSORISÉ PAR HP

VOIR PLUS

EN CE MOMENT : [DÉBATEZ !](#) [ANNONCES IMMO](#) [INDE](#) [MASQUES](#)

ECONOMIE ET POLITIQUE

“Il faudra une nouvelle affaire pour aboutir à la création d'un déontologue du gouvernement”, selon René Dosière, président de L'Observatoire de l'éthique publique

[TRANSPARENCE](#) [+ SUIVRE](#)

BARTHÉLÉMY PHILIPPE | PUBLIÉ LE 22/06/2020 À 16H51 | MIS À JOUR LE 22/06/2020 À 17H24



Retrouvez ce contenu plus tard en appuyant sur ce bouton

J'ai compris

[SAUVEGARDER CET ARTICLE](#)

Deux ans après la création de L'Observatoire de l'éthique publique, René Dosière et Matthieu Caron, respectivement président et directeur général du think tank, tirent un premier bilan de leur action au service de la moralisation politique et dressent l'inventaire des nombreux chantiers à venir. Entretien.

Capital : Après deux années d'existence, quel bilan d'étape pouvez-vous tirer de l'action de L'Observatoire ?

Matthieu Caron : À la création de L'Observatoire, nous étions seulement une poignée d'universitaires et de parlementaires. Aujourd'hui, notre équipe compte une soixantaine d'enseignants-chercheurs et une vingtaine de parlementaires de sensibilités très différentes comme Laurianne Rossi (LREM), Régis Juanico (Génération.s), Boris Vallaud (PS), Jean-Christophe Lagarde (UDI), Charles de Courson (Les centristes), Karima Delli (EELV) ou Raphaël Glucksmann (Place Publique). L'originalité de L'Observatoire réside dans sa volonté et sa capacité à faire travailler ensemble des scientifiques et des politiques autour d'une philosophie de bâtisseurs qui est celle de la "transparence constructive". Ensemble, nous portons l'idée qu'il faut privilégier la réflexion sereine et les propositions concrètes à la critique systématique. Cette méthode semble porter ses fruits : de plus en plus d'acteurs de la transparence souhaitent nous rejoindre à l'image de l'ancien président d'Anticor, Jean-Christophe Picard qui vient d'intégrer notre équipe. Par ailleurs, la presse nous consulte chaque jour davantage, de même que les pouvoirs publics commencent à nous entendre, comme en atteste le décret qu'a pris le chef du gouvernement au sujet du statut des anciens premiers ministres suite à nos propositions. Pour connaître notre bilan en détail, j'invite vos lecteurs à consulter notre rapport d'activité 2019 et à nous suivre au quotidien sur twitter et LinkedIn.

Capital : Lors de la création de L'OEP il y a deux ans, vous pointiez les zones grises de la transparence au sein de l'exécutif. Accès aux documents administratifs, frais de représentation, allers-retours publics privés, cumul des mandats... le chantier reste immense. Qu'en pensez-vous ?

Matthieu Caron : Notre travail d'observation a commencé par l'inventaire des "zones grises" (ou zones d'opacité) de la République ainsi que des "zones blanches" (ou zones de vides juridiques) de l'Etat de droit. Si la transparence et la déontologie ont considérablement progressé depuis vingt ans, beaucoup reste à faire. Toute notre équipe est pleinement mobilisée pour réfléchir à la façon d'améliorer l'état du droit. Notre livre blanc pour une démocratie locale renouvelée constitue la première pierre d'un ouvrage que nous ferons paraître début 2022 et qui comportera des dizaines de propositions ayant vocation à nourrir les programmes et les débats lors de l'élection présidentielle.

« Avec la crise, l'éthique passe au second plan »

Capital : Les propositions et les travaux de L'Observatoire sont logiquement moins audibles depuis le début de l'année. Comment continuer à parler d'éthique politique et faire vivre l'exigence de déontologie, au coeur d'une crise sanitaire ?

Matthieu Caron : En temps de crise, l'éthique passe au second plan. Pire : la crise peut servir de prétexte pour la faire régresser. De manière générale, la crise est révélatrice de certaines défaillances de nos institutions. Dans ce contexte, le rôle de L'Observatoire doit être celui d'une vigie et d'une force de rappel. D'une part, nous allons diffuser tout au long de l'été sur notre chaîne Youtube une série de vidéos consacrée à "l'éthique face à la crise". D'autre part, nous allons produire des tribunes et des études sur ce sujet dans les prochains mois. D'ailleurs, dès avant la crise, L'Observatoire a commencé à élargir sa réflexion à l'éthique des affaires car nous sommes convaincus que les entreprises auront une responsabilité très importante dans la construction du monde de demain. On le voit bien : les questions d'éthique sociale et environnementale sont d'ores et déjà au cœur des problématiques post-crise.

Capital : Où en est votre proposition phare de la création d'un déontologue du gouvernement ?

René Dosière : A la suite de l'affaire François de Rugy, nous avons avancé l'idée qu'il fallait créer un poste de **déontologue** du gouvernement de la même manière qu'au parlement. Cette idée est désormais bien installée dans le débat public. Comme beaucoup de progrès en matière de transparence de la vie publique, il faudra cependant probablement attendre qu'éclate une nouvelle "affaire" pour que cette réforme s'impose avec la force de l'évidence. Afin de parfaire le droit gouvernemental, nous allons détailler cette proposition et en avancer de nombreuses autres dans un ouvrage consacré à la déontologie du gouvernement qui paraîtra au printemps 2021.



DS 3 CROSSBACK
Découvrez notre SUV compact à la fois puissant et sculptural.

Inspired by mybase

« Les progrès de la transparence ne sont généralement pas spontanés »

Capital : Alors que les avancées en matière d'éthique et de déontologie ont été nombreuses au sein du parlement depuis le début du quinquennat, le gouvernement semble parfois rétif à adopter les mêmes réflexes. S'agit-il, selon vous, d'un manque de volonté politique ?

René Dosière : La transparence en matière de gestion publique n'est pas une valeur fondamentale et partagée de notre fonctionnement démocratique. Les progrès ne sont généralement pas spontanés, ce qui peut expliquer un certain attentisme du gouvernement qui a bien d'autres sujets de préoccupations.

Capital : Un des objectifs initiaux de L'OEP était de contribuer à restaurer la confiance entre les citoyens et les responsables publics. Malgré les avancées éthiques déjà réalisées dans la vie politique, la défiance demeure très forte. Faut-il craindre que ce lien soit définitivement rompu ?

René Dosière : Promouvoir l'éthique et la transparence dans la gestion publique aux niveaux national et local est indispensable pour restaurer la confiance entre les citoyens et leurs responsables. Mais ce n'est pas suffisant. L'histoire montre que cette défiance s'aggrave en période de difficultés économiques. De même, lorsque la justice fonctionne mal. Il importe donc que ces questions soient, sinon résolues ou en tout cas, sensiblement améliorées. En attendant, l'exigence d'exemplarité et de probité des responsables publics doit être d'autant plus stricte.

Capital : Selon vous, les avancées réalisées en matière d'éthique publique et de transparence sont-elles définitivement acquises ? Au contraire, un changement politique majeur en 2022 pourrait-il menacer d'effondrement l'édifice ?

René Dosière : Les progrès en matière d'éthique et de transparence sont politiquement irrévocables. Avec le temps apparaissent des zones grises, des déviations qu'il faut corriger, voire de nouveaux aspects à traiter. Ces nouveaux progrès peuvent ne pas se réaliser, mais un retour en arrière, je ne le crois pas.

Pour finir, un peu de transparence : en tant que think tank, vous sollicitez une dotation annuelle de Matignon, qui gère le financement public des fondations politiques ? Les Français peuvent aussi vous soutenir par des dons défiscalisés... Quel est le budget de fonctionnement de L'Observatoire ?

Matthieu Caron : La France est très en retard en matière de statut et de financement des think tanks. Nous avons été confrontés à ce problème dès la création de L'Observatoire. Sous quelle forme juridique structurer notre laboratoire d'idées ? Où trouver des fonds pour financer nos recherches ? Comment mobiliser durablement des bénévoles pour faire vivre un projet ambitieux ? La vie d'un think tank n'est pas un long fleuve tranquille. Instruits de notre propre expérience, nous allons avancer prochainement des propositions pour faire progresser le droit français dans ce domaine. En attendant, comme de nombreux autres think tanks, nous avons obtenu une subvention de Matignon qui a permis le décollage de L'Observatoire. Avec les cotisations de nos membres et l'aide de différents laboratoires publics, nos recettes s'élèvent aujourd'hui à un peu moins de 100.000 euros. Ce montant peut paraître élevé mais en réalité, il est loin de garantir la pérennité de notre projet qui nécessite l'embauche de salariés. Nous sommes donc activement à la recherche de donateurs et de mécènes désireux de faire grandir L'Observatoire.

» **A lire aussi - Frais de mandat, avantages en nature : "les collectifs doivent renforcer la transparence", plaide la députée LREM Laurianne Rossi**

Les dernières actus de votre secteur dans votre boîte mail. Recevez notre newsletter ECO.

Mon adresse e-mail

J'accepte les conditions générales d'utilisation et la charte de protection des données

[JE M'INSCRIS](#)

Déjà un compte ?

[Je me connecte pour m'inscrire à la newsletter](#)

A LIRE AUSSI

Immobilier : où vous faudra-t-il réinvestir à Rennes ?

Les opérateurs mobiles les plus éthiques, selon Moralscore

[TRANSPARENCE](#) [GOUVERNEMENT](#)



Quels produits de cosmétique pour plus d'écologie
Bonne nouvelle ! Voici les solutions

LABORATOIRE MARQUE VERTE [EN SAVOIR PLUS](#)



VIVEZ L'ECONOMIE AVEC

Capital

[JE M'ABONNE](#)

12 numéros par an

D'AUTRES ARTICLES QUI POURRAIENT VOUS INTÉRESSER

Capital	Le gouvernement promet de nouvelles mesures pour réduire la dette publique
Capital	Des patrons français à Alger, création d'un "Conseil d'affaires"
Capital	Crédit Mutuel: le nouveau groupe mutualisé à la création d'un nouveau groupe mutualiste
Capital	Rennes: le président Ruello finalement confirmé
Capital	Moralisation de la vie politique : les propositions radicales de René Dosière
Capital	Le coup de gueule de René Dosière contre les dérives des élus
Capital	Penelope Fillon a bénéficié d'un "traitement exorbitant" taclé le député René Dosière
Capital	Le comité d'éthique de la FIFA enquêtué sur l'un de ses membres
Capital	Ouverture du nouvel observatoire du World Trade Center
Capital	Le député René Dosière dénonce la hausse des rémunérations dans les ministères
Capital	Moi, président, je crée l'observatoire du tourne à droite
Capital	Le magot caché des parlementaires mis en lumière par le député René Dosière